

Le Partenariat transpacifique et l'industrie des médias au Canada



Note d'information

Unifor et l'industrie des médias

Unifor représente plus de 12 600 travailleuses et travailleurs dans le secteur des médias au Canada. Ce secteur comprend les journaux imprimés, les communications graphiques et l'impression commerciale, l'industrie du cinéma et le secteur de la radiotélévision, faisant tous partie de la grande industrie culturelle au Canada. Les membres d'Unifor créent et diffusent les nouvelles, les informations et la programmation de divertissement canadiennes par le biais de nos ondes locales et nationales. Nos membres travaillent aussi pour des stations de radio et de télévision, desservant des collectivités locales et offrant des services de télévision payante et spécialisée, ainsi que des services de distribution incluant la téléphonie par câble, satellite et sans fil.

Le problème avec le PTP

Le PTP a été négocié à huis clos sans aucune analyse de ses impacts sur l'économie du Canada ni contribution sérieuse du public. Des études récentes prédisent que le PTP aura des incidences négatives sur l'économie du Canada. Même dans le meilleur des cas, le PTP aura peu ou aucun impact du tout. D'une façon ou d'une autre, les risques posés aux politiques publiques et aux prises de décision au Canada semblent réels et soulèvent de sérieuses préoccupations chez les Canadiennes et Canadiens à plusieurs égards. Par exemple :

- L'inclusion d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) accordera des droits extraordinaires et extrajudiciaires aux sociétés privées leur permettant d'intenter une poursuite contre les gouvernements au sujet de décisions en matière de politiques publiques;
- À moins d'être explicitement exclue de l'accord, l'approche de la « liste négative », qui ouvre les marchés aux investisseurs étrangers et à tous les fournisseurs de services, fait la promotion d'une déréglementation permanente et limite le processus décisionnel gouvernemental à long terme;
- Des réformes sur les brevets et de nouvelles règles en matière de politique numérique mettent en danger autant le prix des médicaments au Canada que la confidentialité des données.

L'impact du PTP sur l'industrie des médias au Canada

L'industrie des médias au Canada contribue au développement de la culture et de l'identité propres à notre pays. Ce fait est particulièrement important compte tenu de la proximité du Canada avec les États-Unis et l'influence continue de la culture américaine à l'intérieur de nos frontières, et dans l'ensemble du monde anglophone. Les gouvernements et les organismes de réglementation ont besoin d'être libres pour établir des politiques qui répondent aux meilleurs intérêts de notre pays et qui protègent notre héritage. Malheureusement, le PTP restreint cette liberté de façon très sérieuse :

Unifor exhorte les députés fédéraux à ne pas ratifier l'accord du Partenariat transpacifique. L'approche du Canada à l'égard du commerce mondial et des investissements doit servir à améliorer notre développement social et économique collectif, et être guidé par des principes progressistes de commerce équitable.

- La clause de réserve relative aux industries culturelles de l'annexe 2 du Canada prévoit une exception notable qui ne permet pas aux organismes canadiens de réglementation d'établir des politiques culturelles jugées « discriminatoires » aux fournisseurs de services et aux investisseurs, et qui restreignent l'accès au contenu étranger en ligne. Par exemple, des experts laissent entendre que cette mesure empêcherait le CRTC d'appliquer à l'avenir des exigences de contenu canadien aux fournisseurs de services en ligne établis aux États-Unis, comme Netflix, qui sont exemptés à l'heure actuelle de respecter de telles exigences.¹
- Le PTP ignore tous les traités légaux internationaux existants conçus pour protéger la culture, y compris la Convention de l'UNESCO de 205 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. L'absence de toute référence aux instruments juridiques existants, comme le traité de l'UNESCO, crée de l'incertitude quant à savoir si les politiques culturelles sont pleinement protégées contre d'autres objectifs commerciaux et d'investissement du PTP².

Protéger les industries des médias et de la culture du Canada

Le PTP est un mauvais accord pour les Canadiennes et Canadiens, y compris pour les travailleuses et travailleurs des médias. Unifor estime que :

1. Il ne devrait y avoir aucune restriction sur la capacité du CRTC à imposer des exigences de licence et de contenu canadien aux radiodiffuseurs étrangers en ligne, compatibles avec les règles qui s'appliquent aux entreprises canadiennes;
2. Tous les traités commerciaux doivent contenir une exemption complète et sans équivoque pour la culture et doivent se référer clairement aux traités existants en matière de protection culturelle, y compris à la convention de l'UNESCO de 2005;

Le traité du Partenariat transpacifique présente des **défauts fondamentaux** et représente une **occasion ratée** pour le Canada de faciliter le commerce mondial équitable, éthique et à l'avantage de tous. Unifor exhorte le gouvernement fédéral de ne pas ratifier le PTP.

¹ Michael Geist, « The Trouble with the TPP, Day 18: Failure to Protect Canadian Cultural Policy », le 27 janvier 2016: <http://www.michaelgeist.ca/2016/01/the-trouble-with-the-tpp-day-18-failure-to-protect-canadian-cultural-policy/>

² Alexandre L. Maltais, « The TPP and Cultural Diversity », mars 2016. Publié dans le cadre de la série du Centre canadien de politiques alternatives sur le PTP intitulée « What's the Big Deal? Understanding the Trans-Pacific Partnership »: <https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/tpp-and-cultural-diversity>